

---

N<sup>o</sup>. XXXVII.

---

L'AMI DU PEUPLE

OU .

LE PUBLICISTE PARISIEN ,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL ;

*Par M. MARAT , Auteur de L'OFFRANDE A  
LA PATRIE , du Moniteur , et du PLAN DE  
CONSTITUTION , etc.*

---

Vitam impendere vero.

---

Du Vendredi 13 Novembre 1789.

---



Suite des observations du rédacteur. — Nécessité  
d'un tribunal d'état pour connoître des dénon-  
ciations contre les agens du pouvoir. — Lois à  
établir , relativement aux dénonciations.

---

Enfin supposons ici que l'officier , ou plutôt le  
détachement général eût requis la garde bourgeoise  
de m'arrêter et de me traduire devant le district

I



des filles \* Saint-Thomas, espèce de châtelet municipal , il est clair qu'on m'y auroit fait un assez mauvais parti. La plainte ouïe, le comite comptant pour rien la patrie et les dangers qu'elle court , n'eût pas manqué de s'écrier en chœur : cela est clair , le crime est prouvé. Quoi ! MM. avoir insulté de la sorte d'honnêtes gens qui s'accordent à eux-mêmes de si beaux certificats ! Un officier sur-tout à qui le détachement général donne le témoignage de son estime et l'affirmation absolue que les faits qu'on lui impute sont aussi dénués de vérité que de preuves : oh ! la calomnie est avérée ; le monstre en est atteint et convaincu. Vîte , qu'on le mène au cachot , en attendant qu'il soit condamné à faire amende-honorable au pilori , s'il n'aime mieux mourir dès-à-présent de mort subite , ce qui nous conviendrait tout aussi bien. — Voilà donc un pauvre diable , pour prix de sa prévoyance , de son zèle patriotique , de son dévouement au salut de ses frères , jeté dans un cul de basse-fosse , où il auroit eu le loisir de faire de belles réflexions sur la pénétration du public , le désintéressement

---

\*. J'ai dit dans le temps que L'AMI DU PEUPLE avoit été dénoncé à la ville comme écrit incendiaire , par ce district , que cette dénonciation avoit été désavouée peu-à-près par le comité ; mais je n'ai pas dit , depuis que j'ai dénoncé M. Necker , que l'assemblée générale avoit désavoué le désavou du comité. Ceux qui connoissent comment elle est composée en savent bien la raison.



des administrateurs , l'intégrité des juges , la reconnaissance des peuples , les avantages du patriotisme , et le bonheur des gens de bien ; en attendant que des légions de pardons eussent égorgés MM. les Parisiens en témoignage d'estime et de gratitude.

Mais qu'au lieu d'être traîné au district des filles S. Thomas , ma bonne étoile m'eût fait traduire par-devant celui des Cordeliers. La plainte ouïe avec les conclusions ; Eh quoi ! MM. les dragons et les hussards ; vous plaisantez , sans doute , avec vos poursuites juridiques , vos réparations d'honneur , vos dommages et intérêts , auroit dit l'assemblée , par l'organe de son président : » Si vous aviez votre raison , vous sentiriez que dans la malheureuse situation où la patrie se trouve , exposée comme elle l'est à mille dangers , et environnée de traîtres de toutes parts , assaillie de tous côtés par ses perfides ennemis ; nous sommes trop heureux d'avoir parmi nous un homme assez clairvoyant , pour déceler les pièges qu'on nous dresse ; assez courageux pour sonner le tocsin , et assez zélé pour veiller jour et nuit à notre salut \* . Il vous a dénoncé comme des traîtres qui êtes venus pour nous égorger ; mais , si vous réfléchis-

---

\* Que le lecteur passe sur ces petits éloges , ils ne sont pas là pour donner de l'encens au rédacteur , mais pour faire sentir combien il importe qu'un dénonciateur honnête ne soit jamais recherché.



siez un instant, vous sentiriez que ce ne sont pas là des insultes personnelles, faites par malignité, pour vous nuire : ce sont des cris d'alarmes arrachés par la crainte des dangers qui nous menacent, cris toujours justifiés par les moindres apparences, et toujours méritoires lorsque l'intérêt public les motive. Comment n'avez-vous pas senti que la marche que vous suivez n'est propre qu'à donner des soupçons, et que le seul moyen de vous lever des imputations qui vous ont été faites, étoit de vous présenter au public avec la franchise des cœurs droits ! On nous accuse de trahison, de desseins perfides, deviez-vous dire : hé bien ! MM., assurez-vous de nous ; voilà nos armes, nos chevaux, nous venons combattre pour vous ; nous sommes prêts à faire en votre faveur tout ce que notre cœur nous inspire, et que l'honneur permet : après vous avoir donné des preuves éclatantes de la pureté de nos intentions, nous espérons que notre dénonciateur nous rendra plus de justice. Doutez-vous un instant, MM., qu'à la vue de pareils procédés, il n'eût effacé par un désaveu solennel les imputations qui vous irritent ? »

» Au demeurant, vous êtes accusés de trahison par un homme de bon sens, et qui n'a aucun intérêt à vous nuire ; dans la position où nous sommes, une accusation de cette nature est trop grave pour la négliger ; quelles preuves nous donnerez-vous donc de votre loyauté ? Les certificats que vous vous êtes accordés à vous-mêmes.



Vraiment il s'agit bien de cela : autant pourroient en faire les honorables membres d'une caverne de voleurs. Et vous , M. l'officier , vous ne produisez que le témoignage de l'estime de vos confrères , l'assurance absolue que les faits qu'on vous impute sont aussi dénués de vérité que de preuves : chansons ridicules que tout cela ; c'est votre empressement à remettre vos armes , à renoncer à votre commandement , et à vous présenter dans une situation à n'avoir plus rien à craindre de vous , qui seul peut faire votre justification. Allons , MM. , allons , vos armes , vos chevaux , vos uniformes , et redevenez de simples citoyens ». En attendant qu'ils se fussent rendus à des raisons aussi pressantes , si le dénonciateur , pour fixer l'opinion des juges avoit dit : » je prie l'assemblée d'observer que ces MM. font bien du bruit pour peu de chose. D'abord , ils ne sont pas si délicats sur l'honneur , qu'on ne puisse bien prendre avec eux quelque petite licence ; car ils ne se sont pas crus déshonorés d'avoir parmi eux un homme flétri dans l'opinion de tous les gens de bien. Et puis ils ne sont pas tous aussi francs du collier qu'ils veulent bien le dire , puisqu'ils ont parmi eux des escrocs , des frippons , qu'ils connoissent pour tels , et avec lesquels ils se trouvent bien. Au surplus , j'observe à l'assemblée que ces messieurs me font ici une querelle d'Allemand. Je les ai dénoncés plusieurs fois comme indignes de servir la patrie , d'après plusieurs faits sur lesquels ils ont gardé le silence , et passé condamna-



tion. Aujourd'hui, ils ne font ce beau vacarme, que parce que, révolté d'une indignité commise parmi eux, je l'ai attribuée à l'un, au lieu de l'attribuer à l'autre. A présent, que l'assemblée les juge ».....

Qui doute que l'affaire n'eut pris une autre tournure ? On auroit donc commencé par examiner ces inculpations, et les ayant trouvées très-fondées, on auroit dit : » Oh, oh, Messieurs, un petit mot, s'il vous plaît ! Vous vous êtes rendus indignes de servir l'état, il vous retire sa confiance ; on va vous loger en lieu de sûreté. Quant à votre dénonciateur, nous lui votons des remerciemens publics. »

Voilà comment des hommes instruits et sages auroient jugé l'affaire, et comment doivent être jugées, par un tribunal d'état, les dénonciations contre les agens du pouvoir.

Parlons maintenant pour le lecteur réfléchi, et pour les membres de l'assemblée nationale.

Dans toute affaire entre hommes privés, poursuivez devant les tribunaux ordinaires la punition des crimes. Dans toute affaire relative aux hommes publics, poursuivez la punition des crimes devant un tribunal d'état. C'est à ce tribunal que doivent être traduits les agens de l'autorité, et les dénonciateurs calomnieux. Mais la procédure doit toujours être faite en public ; parce qu'alors la vérité, n'ayant pas à craindre d'être étouffée par l'intrigue, l'artifice, la violence, peut se montrer dans toute sa pureté ; parce que le public est le premier juge des choses



qui le concernent; et parce qu'il peut mieux, que qui que ce soit, juger des mœurs de l'accusé et de l'accusateur, et apprécier les motifs de la dénonciation.

Il importe au salut de l'état que la gestion des affaires publiques ne soit pas confiée à des mains infidèles ou criminelles : tout administrateur public, tout dépositaire de l'autorité, corrompu ou suspect, doit donc être démasqué ; la porte doit donc être ouverte aux dénonciations.

Cependant le repos des familles et la sûreté des agens du pouvoir, des membres du corps législatif et des tribunaux, exigent que leur honneur ne soit pas compromis sans sujet.

Que l'opinion publique consacre donc ces grandes maximes, si propre à déconcerter les ambitieux, les fripons, les traîtres, et à dégoûter ceux qui seroient tentés de le devenir.

Permis à tout citoyen de dénoncer les hommes en place, depuis le premier ministre jusqu'au dernier commis, et de les traduire devant le tribunal d'état.

Quand une dénonciation contient plusieurs chefs d'accusation, elle doit être réputée bien fondée, quoique toutes les charges ne soient pas prouvées.

Toute dénonciation fondée sera pour son auteur un titre à l'estime publique.



Toute dénonciaion non fondée \* , mais faite par amour de la patrie , n'exposera son auteur à aucune punition ; car l'homme n'étant pas infail-  
libile , une erreur ne le rend pas criminel.

Tout homme dénoncé injustement sera honora-  
blement acquitté , et tout dénonciateur de bonne  
foi ne sera tenu qu'à lui donner la main de paix.

Le dénonciateur calomnieux sera flétri par l'opi-  
nion publique , et l'homme de bien dénoncé ,  
sans raison , obtiendra une marque d'honneur ,  
gage de l'estime de ses concitoyens , mais dont  
il seroit dépouillé , s'il venoit à démériter.

Seront exposés dans la salle de justice du tri-  
bunal deux tableaux , dont l'un contiendra les  
noms des agens de l'autorité qui ont malversé ;  
l'autre , les noms des dénonciateurs calomnieux.

Qui voudroit dénoncer les méchans , si une  
simple erreur pouvoit rendre l'honnête homme  
victime de son zèle pour la patrie ? --- Personne.

Qui voudroit servir la patrie , si on étoit sans  
cesse exposé aux délateurs ? L'homme de bien.

\* On est sûr qu'elle est faite dans de bonnes in-  
tentions , lorsque son auteur n'en retire aucun avan-  
tage , et qu'elle l'expose à des dangers.

La suite à l'ordinaire prochain.

On souscrit à Paris , chez DUFOUT , rue des  
Cordeliers , N°. 6.

DE L'IMPRIMERIE PATRIOTIQUE.